

## Arrêté :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté ministériel du 29 juin 1971 est modifié comme suit :

a) M. le docteur R. Dubois, est remplacé, en tant que président, par M. R. Vienne.

b) M. R. Vienne est remplacé, en tant que membre effectif, par M. R. Fongerou, directeur d'un établissement d'enseignement spécial.

Bruxelles, le 30 novembre 1971.

A. DUBOIS

## Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 29 juni 1971 wordt gewijzigd als volgt :

a) De heer R. Dubois, doctor in de geneeskunde wordt, als voorzitter, vervangen door de heer R. Vienne.

b) De heer R. Vienne wordt, als werkend lid, vervangen door de heer R. Fongerou, directeur van een inrichting voor buitengewoon onderwijs.

Brussel, 30 november 1971.

## MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

## Personnel. — Démission honorable

Par arrêté royal du 19 janvier 1972 démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er mai 1972, à M. De Keersmaecker, Josse E.L.F., inspecteur principal-chef de service au Ministère de la Prévoyance sociale.

M. De Keersmaecker, Josse E.L.F., est autorisé à faire valoir ses droits à la pension et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs des entreprises de batellerie. — Conseil d'administration. — Renouvellement de mandats

Par arrêté ministériel du 17 décembre 1971, sont renouvelés, pour un terme de six ans prenant cours le 1er janvier 1972, les mandats de membre du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs des entreprises de batellerie de :

MM. Janssens, Charles, et Winkeler, Jozef, au titre de représentants des employeurs affiliés;

M. Cassiers, Edward, dont le mandat de vice-président est confirmé et M. Ledeganck, Albert, au titre de représentants des organisations interprofessionnelles les plus représentatives des travailleurs.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

18 FEVRIER 1972. — Arrêté royal portant création du Conseil professionnel du papier

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'Économie, notamment les articles 6 à 8 et 13;

Vu l'avis du Conseil central de l'économie;

Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

## SECTION 1er. — Dénomination et composition

Article 1er. Il est institué, un établissement public dénommé « Conseil professionnel du papier », qui a pour mission d'adresser à un Ministre et au Conseil central de l'économie, soit d'initiative, soit à la demande de ces autorités et sous forme de rapports exprimant les différents points de vue exposés en son sein, tous avis ou propositions concernant les problèmes relatifs à la branche d'activité ci-après déterminée.

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

## Personnel. — Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 19 januari 1972 wordt eervol ontslag uit zijn ambt verleend, met ingang van 1 mei 1972, aan de heer De Keersmaecker, Josse E.L.F., eerstaanwend inspecteur-hoofd van dienst bij het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Het is de heer De Keersmaecker, Josse E.L.F., vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij wordt ertoe gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der ondernemingen voor binnenscheepvaart. — Raad van beheer. — Hernieuwing van mandaten

Bij ministerieel besluit van 17 december 1971, worden hernieuwd, voor een termijn van zes jaar, ingaande op 1 januari 1972, de mandaten van lid van de raad van beheer van de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der ondernemingen voor binnenscheepvaart van :

de heren Janssens, Charles, en Winkeler, Jozef, in hoedanigheid van vertegenwoordigers van de aangesloten werkgevers;

de heer Cassiers, Edward, wiens mandaat van ondervoorzitter wordt bevestigd, en de heer Ledeganck, Albert, in hoedanigheid van vertegenwoordigers van de meest representatieve interprofessionele werknemersorganisaties.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

18 FEBRUARI 1972. — Koninklijk besluit houdende oprichting van de Bedrijfsraad papier

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 20 september 1948, houdende organisatie van het Bedrijfsleven, inzonderheid op de artikelen 6 tot 8 en 13;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en op in Raad overlegd advies van Onze Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

## SECTIE I. — Benaming en samenstelling

Artikel 1. Er wordt, een openbare instelling opgericht « Bedrijfsraad papier » genaamd, waarvan de opdracht bestaat in het toezenden aan een Minister en aan de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, hetzij uit eigen beweging, hetzij op aanvraag van deze overheidsorganen en in de vorm van verslagen die de verschillende standpunten weergeven welke in zijn midden werden toegelicht, van alle adviezen of voorstellen omtrent de vraagstukken welke betrekking hebben op de hierna bepaalde bedrijfstak.

**Art. 2.** Cette branche d'activité économique comprend :

- A. la production de la pâte à papier, du papier et du carton;
- B. la transformation :
- a) du papier et du carton, comportant la fabrication :
1. d'articles de correspondance, d'articles scolaires, de classement et de bureau;
  2. de gaines, jouets et cotillons;
  3. de sacs à petite, moyenne et grande contenance, de papiers points, de papiers couchés, de cartes à jouer et de papiers ennoblis par paraffinage, bitumage, contrecollage;
  4. d'autres articles en papier;
  5. de tubes en papier;
  6. de cartonnages, de carton ondulé et d'articles en carton ondulé;
- b) de matériaux de complément métalliques et synthétiques, ainsi que de matériaux de substitution, lorsque ces transformations constituent une activité accessoire aux fabrications précitées;
- C. le commerce d'importation, d'exportation, de gros et de détail des matières premières, produits et articles susmentionnés.

**Art. 3.** Le Conseil professionnel du papier comprend, outre le président :

- a) 13 membres effectifs nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises de la branche d'activité susmentionnée;
- b) 13 membres effectifs nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des travailleurs de la branche d'activité susmentionnée;
- c) 2 personnalités réputées pour leur valeur scientifique ou technique.
- Il compte autant de membres suppléants que d'effectifs.

**Art. 4.** En vue de la nomination des membres visés à l'article 3, a et b du présent arrêté et de leurs suppléants, le Ministre qui a les affaires économiques dans ses attributions invite les organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises et des travailleurs intéressés, à lui présenter dans le délai d'un mois, une liste de deux candidats aux fonctions de membre effectif et de deux candidats aux fonctions de membre suppléant pour chaque siège qui leur sera attribué.

**Art. 5.** Dans le délai d'un mois à dater de leur nomination, les membres nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives prévues à l'article 3, a et b du présent arrêté se réunissent sur convocation et sous la présidence du président ou, à son défaut, du doyen d'âge.

Ils établissent au cours de cette réunion, en vue de la nomination des personnalités visées à l'article 3, c du présent arrêté et de leurs suppléants, une liste de deux candidats membre effectif et de deux candidats membre suppléant, choisis parmi les personnalités présentées par les membres nommés conformément à l'article 3, a, du présent arrêté, et une liste de deux candidats membre effectif et de deux candidats membre suppléant, choisis parmi les personnalités présentées par les membres nommés conformément à l'article 3, b, du présent arrêté. Ces listes sont transmises au Ministre qui a les affaires économiques dans ses attributions.

**Art. 6.** Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de membres effectifs ou suppléants, nommés conformément à l'article 4 du présent arrêté, le Ministre qui a les affaires économiques dans ses attributions, invite les organisations visées selon le cas, à l'article 3, a, ou à l'article 3, b, du présent arrêté, à lui adresser dans le délai d'un mois, une liste de deux candidats par siège vacant.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de personnalités nommées conformément à l'article 5 du présent arrêté, les membres du Conseil professionnel nommés en application de l'article 3, a, et b, du présent arrêté, établissent, par siège vacant, une liste de deux candidats, choisis parmi les personnalités présentées selon le cas, par les membres nommés en application de l'article 3, a, ou 3, b, du présent arrêté. Cette liste est transmise au Ministre qui a les affaires économiques dans ses attributions, dans le délai d'un mois à dater de la vacance.

**Art. 7.** Le nom d'un candidat ne peut figurer plus d'une fois sur une liste déterminée de présentation.

Le candidat effectif peut être nommé membre suppléant.

**Art. 2.** Deze economische bedrijfstak omvat :

- A. de produktie van papierdeeg, papier en karton;
- B. de verwerking van :
- a) papier en karton, waaronder, begrepen is de fabricage van :
1. correspondentie-, school-, opberg- en kantoortikelen;
  2. foedraalwerk, speelgoed en cotillonartikelen;
  3. kleine, middelgrote en grote zakken, behangselpapier, gestreken papier, speelkaarten en papier veredeld door paraffinage, door bestrijking met teer, door lijmen op een ander laag;
  4. andere artikelen van papier;
  5. papier hulzen;
  6. kartonnagewerk, gegolfd karton en artikelen van gegolfd karton;
- b) metaalachtige en synthetische aanvullingsmaterialen, evenals van vervangingsmaterialen, wanneer deze verwerkingen een onderdeel uitmaken van de hogervermelde fabricages;
- C. de invoerhandel, de uitvoerhandel, de groot- en kleinhandel in de voormelde grondstoffen, produkten en artikelen.

**Art. 3.** De Bedrijfsraad papier omvat, benevens de voorzitter :

- a) 13 werkende leden benoemd uit de kandidaten die worden voorgedragen door de representatieve organisaties van ondernemingshoofden van bovenvermelde bedrijfstak;
- b) 13 werkende leden benoemd uit de kandidaten die worden voorgedragen door de representatieve arbeidsorganisaties van bovenvermelde bedrijfstak;
- c) 2 personen befaamd wegens hun wetenschappelijke of technische waarde.
- Hij telt evenveel plaatsvervangende als werkende leden.

**Art. 4.** Met het oog op de benoeming van de bij artikel 3, a en b, van dit besluit bedoelde leden en van hun plaatsvervangers, verzoekt de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren de representatieve organisaties van de betrokken ondernemingshoofden en arbeiders, hem binnen de termijn van één maand, een lijst voor te leggen van twee kandidaten voor de functies van werkend lid en van twee kandidaten voor de functies van plaatsvervangend lid voor elke zetel welke hun zal worden toegewezen.

**Art. 5.** Binnen de termijn van één maand na hun benoeming, vergaderen, op bijeenroeping en onder voorzitterschap van de voorzitter of, bij dezès ontstentenis, van het oudste lid in jaren, de leden die benoemd worden uit de kandidaten voorgedragen door de representatieve organisaties bedoeld bij artikel 3, a en b, van dit besluit.

Met het oog op de benoeming van de bij artikel 3, c, van dit besluit bedoelde personnalités en van hun plaatsvervangers, maken zij, in de loop van deze vergadering, een lijst op van twee kandidaten werkend lid en van twee kandidaten plaatsvervangend lid gekozen uit de personnalités voorgedragen door de overeenkomstig artikel 3, a, van dit besluit benoemde leden, alsook een lijst van twee kandidaten werkend lid en twee kandidaten plaatsvervangend lid, gekozen uit de personnalités voorgedragen door de overeenkomstig artikel 3, b, van dit besluit benoemde leden. Deze lijsten worden toegezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

**Art. 6.** Wanneer in de vervanging moet worden voorzien van werkende of plaatsvervangende leden benoemd overeenkomstig artikel 4 van dit besluit, verzoekt de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, de organisaties die, al naar het geval, bedoeld zijn in artikel 3, a, of in artikel 3, b, van dit besluit hem binnen de termijn van één maand, één lijst van twee kandidaten per onbezette zetel te laten geworden.

Wanneer in de vervanging moet worden voorzien van personnalités benoemd overeenkomstig artikel 5 van dit besluit, maken de leden van de Bedrijfsraad benoemd bij toepassing van artikel 3, a, en b, van dit besluit, per onbezette zetel, een lijst op van twee kandidaten, gekozen uit de personnalités voorgedragen, al naar het geval, door de leden benoemd bij toepassing van artikel 3, a, of 3, b, van dit besluit. Deze lijst wordt, binnen de termijn van één maand na de vacatuur, toegezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

**Art. 7.** De naam van een kandidaat mag niet meer dan eenmaal op een bepaalde lijst tot voordracht voorkomen.

De kandidaat werkend lid kan tot plaatsvervangend lid worden benoemd.

Art. 8. Tout candidat membre du Conseil professionnel doit :

- 1° être Belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques.

Art. 9. Le mandat des membres du Conseil professionnel nommés en application de l'article 3 du présent arrêté est d'une durée de quatre ans. Toutefois, le premier mandat est d'une durée de deux ans.

Le mandat est renouvelable.

Les personnes nommées en remplacement d'un membre du Conseil professionnel achèvent le mandat de leur prédécesseur.

Art. 10. Le mandat de président est d'une durée de six ans. Il est renouvelable. Le mandat du premier président est toutefois d'une durée de trois ans.

#### SECTION II. — Modalités de fonctionnement

Art. 11. Le Conseil professionnel du papier établit son siège dans l'agglomération bruxelloise, telle qu'elle est délimitée à l'article 61 de la loi du 28 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes.

Art. 12. Il se réunit sur convocation de son président.

Il siège au moins une fois par trimestre.

Si un Ministre, le Conseil central de l'économie ou trois membres effectifs du Conseil professionnel en formulent la demande, il doit être réuni endéans la quinzaine avec à l'ordre du jour l'objet demandé.

Art. 13. Le Conseil professionnel ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres, non compris le président, sont présents.

Toutefois, après une deuxième convocation, il délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 14. Chaque membre effectif du Conseil professionnel peut se faire remplacer par un membre suppléant, choisi dans la même catégorie que le membre effectif qu'il remplace. Ce dernier est tenu de faire connaître le nom du suppléant au président avant l'ouverture de la séance.

Art. 15. Le Conseil choisit, en son sein sur base paritaire, deux vice-présidents qui, en cas d'empêchement du président, président à tour de rôle l'assemblée.

En cas de vacance de la fonction de président, le doyen d'âge des membres effectifs nommés en application de l'article 3, c, du présent arrêté, a tous les pouvoirs et attributions du président.

Art. 16. Le vote se fait à main levée ou par appel nominal. Il a lieu au scrutin secret lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nomination ou de révocation.

Lorsque le vote n'a pas lieu au scrutin secret, le président vote en dernier lieu et sa voix est prépondérante en cas de parité des voix.

Art. 17. Les séances ne sont pas publiques.

Art. 18. Le Conseil professionnel constitue en son sein un bureau dont le président du Conseil professionnel assume la présidence.

Le règlement d'ordre intérieur détermine la composition et les modalités de fonctionnement du bureau.

Le bureau se réunit à l'initiative du président. Si l'un des membres du bureau le demande, il doit se réunir dans les quinze jours.

Art. 19. Le bureau prépare les affaires à soumettre au Conseil professionnel; il établit l'ordre du jour des séances du Conseil professionnel, veille à l'exécution de ses décisions et lui fait rapport sur l'activité du secrétariat.

Il peut déléguer temporairement au président une ou plusieurs de ses attributions.

Art. 20. Le secrétaire remplit les fonctions de rapporteur auprès du Conseil professionnel et du bureau et est chargé de l'exécution de leurs décisions.

Art. 21. Le président ou, à son défaut, le secrétaire, représente le Conseil professionnel dans les actes publics et sous seing privé.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues, au nom du Conseil professionnel par le président ou, à son défaut, par le secrétaire.

Art. 8. Ieder kandidaat voor het lidmaatschap van de Bedrijfsraad moet :

- 1° Belg zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten.

Art. 9. Het mandaat van de leden van de Bedrijfsraad benoemd bij toepassing van artikel 3 van dit besluit geldt voor vier jaar. Het eerste mandaat geldt echter voor twee jaar.

Het mandaat is hernieuwbaar.

De personen die ter vervanging van een lid van de Bedrijfsraad worden benoemd, voleindigen het mandaat van hun voorganger.

Art. 10. Het mandaat van de voorzitter geldt voor zes jaar. Het is hernieuwbaar.

Het mandaat van de eerste voorzitter geldt voor drie jaar.

#### SECTIE II. — Werkwijze

Art. 11. De Bedrijfsraad papier vestigt zijn zetel in de Brusselse agglomeratie zoals deze omschreven is in artikel 61 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten.

Art. 12. Hij vergadert op bijeenroeping van zijn voorzitter.

Hij houdt zitting ten minste eenmaal per kwartaal.

Op aanvraag van een Minister, van de centrale Raad voor het bedrijfsleven of van drie werkende leden van de Bedrijfsraad moet hij, binnen vijftien dagen, bijeenkomen met op de agenda het aangevraagde onderwerp.

Art. 13. De bedrijfsraad kan slechts geldig beraadslagen en beslissen wanneer ten minste de helft der leden, de voorzitter niet inbegrepen, aanwezig is.

Na een tweede bijeenroeping beraadslaagt en beslist hij evenwel geldig, welk ook het getal aanwezige leden zij.

Art. 14. Ieder werkend lid van de Bedrijfsraad kan zich laten vervangen door een plaatsvervangend lid, gekozen uit dezelfde categorie als het werkend lid dat hij vervangt. Deze laatste is gehouden de naam van de plaatsvervanger, vóór de opening van de vergadering, aan de voorzitter mede te delen.

Art. 15. De Raad kiest uit zijn leden en op paritaire basis, twee ondervoorzitters die, in geval de voorzitter verhinderd is, om beurt de vergadering voorzitten.

Wanneer het ambt van voorzitter vacant is, heeft het oudste werkend lid benoemd bij toepassing van artikel 3, c, van dit besluit, al de machten en bevoegdheden van de voorzitter.

Art. 16. De stemming gebeurt bij handopsteking of bij naamafroeping. Bij de voordracht van kandidaten, bij benoeming of bij afzetting, geschiedt de stemming geheim.

Zo de stemming niet geheim is, stemt de voorzitter het laatst en is zijn stem bij staking van stemmen beslissend.

Art. 17. De zittingen zijn niet openbaar.

Art. 18. De Bedrijfsraad stelt uit zijn leden een dagelijks bestuur samen, waarvan de voorzitter van de Bedrijfsraad het voorzitterschap waarneemt.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de samenstelling en de werkwijze van het dagelijks bestuur.

Het dagelijks bestuur komt bijeen op initiatief van de voorzitter. Zo een der bestuursleden daarom verzoekt, moet het binnen vijftien dagen bijeenkomen.

Art. 19. Het dagelijks bestuur bereidt de aan de Bedrijfsraad voor te leggen zaken voor; het maakt de agenda der vergaderingen van de Bedrijfsraad op, waakt over de uitvoering van diens beslissingen en brengt hem verslag uit over de werkzaamheden van het secretariaat.

Het kan tijdelijk een of meer van zijn bevoegdheden aan de voorzitter overdragen.

Art. 20. De secretaris oefent de functie van verslaggever bij de Bedrijfsraad en bij het dagelijks bestuur uit en is belast met de uitvoering van hun beslissingen.

Art. 21. De voorzitter of, bij diens ontstentenis, de secretaris, vertegenwoordigt de Bedrijfsraad in openbare en onderhandse akten.

Bij rechtsvorderingen als eiser of als verweerder, treedt namens de Bedrijfsraad op de voorzitter of, bij diens ontstentenis, de secretaris.

Art. 22. Un exemplaire des rapports prévus à l'article 6, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1948 susmentionnée, des ordres du jour et des procès-verbaux des séances du Conseil professionnel est transmis au Ministre qui a les affaires économiques dans ses attributions.

Art. 23. Les dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966, sont applicables à l'activité administrative du Conseil professionnel et à l'organisation de ses services administratifs.

Les documents mentionnés à l'article 22 du présent arrêté sont rédigés dans les deux langues nationales.

Art. 24. En matière administrative, financière et budgétaire, le contrôle des actes du Conseil professionnel est exercé par un commissaire du gouvernement. Celui-ci est assisté par un commissaire-adjoint qui, dans le cas échéant, le remplace.

Les fonctions de commissaire et de commissaire adjoint du gouvernement sont exercées par le commissaire et le commissaire adjoint du gouvernement près du Conseil central de l'économie.

Ceux-ci ont à l'égard du Conseil professionnel les mêmes pouvoirs que ceux prévus à l'article 15 de l'arrêté du Régent du 6 mars 1950, déterminant les modalités de fonctionnement du Conseil central de l'économie.

Art. 25. Le Conseil professionnel ne peut posséder en propriété ou autrement, que les immeubles nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

Les disponibilités en numéraire excédant les menues dépenses journalières sont déposées à l'Office central des chèques et virements postaux.

Art. 26. Il est accordé au président un double jeton de présence et des dédommagements forfaitaires pour frais de déplacement, de séjour et de représentation.

Des jetons de présence et des indemnités pour frais de déplacement et de séjour sont attribués aux membres du Conseil professionnel. Ils peuvent être au commissaire du gouvernement et à son adjoint.

Il sera fait application du régime en vigueur dans les départements ministériels à l'égard des directeurs, en ce qui concerne les frais de déplacement des membres du Conseil professionnel. Des dédommagements forfaitaires pour frais de séjour leur sont accordés.

Le budget annuel du Conseil professionnel fixe le montant des dédommagements forfaitaires et des jetons de présence.

Art. 27. Le Conseil professionnel peut faire appel à des experts. Le montant de l'indemnité qui leur est attribuée est fixé par le bureau, le commissaire du gouvernement entendu.

Art. 28. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 février 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

H. SIMONET

Art. 22. Een exemplaar van de verslagen waarvan sprake in artikel 6, tweede lid van bovenvermelde wet van 20 september 1948, van de agenda en van de processen-verbaal der zittingen van de Bedrijfsraad wordt toegezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

Art. 23. De bepalingen van de bij het koninklijk besluit van 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn van toepassing op de administratieve werkzaamheden van de Bedrijfsraad en op de organisatie van zijn administratieve diensten.

De documenten vermeld in artikel 22 van dit besluit worden in de beide landstalen opgemaakt.

Art. 24. In zaken van bestuur, financieel en begroting, wordt het toezicht op de handelingen van de Bedrijfsraad uitgeoefend door een regeringscommissaris. Deze wordt bijgestaan door een adjunct-commissaris die hem, bij voorkomend geval, vervangt.

De functies van regeringscommissaris en van adjunct-regeringscommissaris worden uitgeoefend door de regeringscommissaris en de adjunct-regeringscommissaris bij de Centrale Raad voor het bedrijfsleven.

Deze hebben ten opzichte van de Bedrijfsraad dezelfde machten als bepaald bij artikel 15 van het besluit van de Regent van 6 maart 1950, houdende vaststelling van de voorschriften omtrent de werkwijze van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven.

Art. 25. De Bedrijfsraad mag slechts de onroerende goederen die nodig zijn ter vervulling van zijn opdracht in eigendom of andere bezitten.

De beschikbare gelden die de dagelijkse kleine uitgaven te boven gaan, worden op de Centrale Postcheck- en Girodienst gedeponeerd.

Art. 26. Er wordt de voorzitter een dubbel presentiegeld en forfaitaire schadeloosstellingen voor reis-, verblijf- en representatiekosten toegekend.

Presentiegelden en vergoedingen voor reis- en verblijfkosten worden aan de leden van de Bedrijfsraad toegekend. Zij mogen worden toegekend aan de regeringscommissaris en aan zijn adjunct.

De regeling die in de ministeriële departementen voor de directeurs van kracht is, zal worden toegepast voor de reiskosten van de leden van de Bedrijfsraad. Er worden hun forfaitaire schadeloosstellingen voor verblijfkosten toegekend.

Het bedrag van de forfaitaire schadeloosstellingen en van de presentiegelden wordt in de jaarlijkse begroting van de Bedrijfsraad vastgesteld.

Art. 27. De bedrijfsraad kan een beroep doen op deskundigen. Het dagelijks bestuur stelt, de regeringscommissaris gehoord, het bedrag van de toe te kennen vergoeding vast.

Art. 28. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 februari 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

Etablissement d'installations de transport de produits gazeux par canalisations. — Autorisation de poursuivre l'expropriation de certains terrains. — Procédure d'extrême urgence

Un arrêté royal du 14 avril 1972 autorise la société anonyme Distrigaz, titulaire de la concession exclusive du transport en Belgique de gaz naturel néerlandais, à poursuivre au nom de l'Etat mais à ses propres frais, l'expropriation des biens immeubles nécessaires, situés sur le territoire de la commune de Overijse, aux fins d'y établir et exploiter des installations de transport de produits gazeux par canalisations.

Le même arrêté royal déclare qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962, instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Oprichting van vervoerinstallaties van gasachtige producten door middel van leidingen. — Machtiging de onteigening te vervolgen van sommige gronden. — Rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden

Een koninklijk besluit van 14 april 1972 machtigt de naamloze vennootschap Distrigaz, houder van de exclusieve vergunning voor het vervoer van het Nederlandse aardgas in België, de onteigening, in naam van de Staat maar op eigen kosten, te vervolgen van de nodige onroerende goederen, gelegen op het grondgebied van de gemeente Overijse, ten einde er vervoerinstallaties van gasachtige producten door middel van leidingen op te richten, en uit te baten.

Hetzelfde koninklijk besluit verklaart dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte dienen toegepast te worden.